

No. 34015

**FRANCE
and
POLAND**

**Agreement on the employment in France of Polish seasonal
workers (with annexes). Signed at Warsaw on 20 May
1992**

Authentic texts: French and Polish.

Registered by France on 26 August 1997.

**FRANCE
et
POLOGNE**

**Accord sur l'emploi en France des travailleurs saisonniers
polonais (avec annexes). Signé à Varsovie le 20 mai 1992**

Textes authentiques : français et polonais.

Enregistré par la France le 26 août 1997.

ACCORD¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE SUR L'EMPLOI EN FRANCE DES TRAVAILLEURS SAISONNIERS POLONAIS

Le gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Pologne, soucieux de développer leur coopération dans l'intérêt commun, souhaitent organiser l'emploi des travailleurs saisonniers polonais en France et sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1

L'accord s'applique aux ressortissants polonais résidant en Pologne et venant en France dans des conditions régulières pour s'y livrer à des travaux saisonniers.

Ces ressortissants, ci-après dénommés "travailleurs saisonniers" sont employés à temps plein, conformément à la législation en vigueur dans le pays d'accueil et dans les conditions définies par le présent accord.

Article 2

Les travailleurs polonais jouissent sur le territoire français des mêmes droits, notamment en matière de rémunération et de conditions de travail et sont soumis aux mêmes obligations que les travailleurs français employés dans les mêmes conditions.

Article 3

1. En ce qui concerne les travailleurs dont il est question à l'article 1 du présent accord, les dispositions de la Convention Générale entre la Pologne et la France sur la sécurité sociale signée à Paris le 9 juin 1948², seront appliquées.

2. Dans le cas où, pour l'ouverture du droit aux prestations de l'assurance maladie-maternité, les intéressés ne justifient pas de la durée d'assurance prévue par la législation française, il est fait appel, pour compléter les périodes d'assurance accomplies en France, aux périodes d'assurance ou équivalentes antérieurement accomplies en Pologne selon les modalités prévues à l'annexe II du présent accord. Ces dispositions sont également applicables lors du retour du travailleur saisonnier polonais dans son pays d'origine, en vue de déterminer ses droits à l'assurance maladie-maternité au regard de la législation polonaise.

¹ Entré en vigueur à titre provisoire le 20 mai 1992 par la signature, et à titre définitif le 15 juillet 1994 par notification, conformément aux articles 10 et 12.

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 32, p. 251.

3. Si malgré la totalisation des périodes d'assurance ou équivalentes accomplies dans les deux pays, les intéressés ne satisfont pas aux conditions normales d'ouverture de droit prévues par la législation française, ils bénéficient lors de chacun de leur séjour en France d'une assimilation aux travailleurs salariés entrant dans un régime obligatoire d'assurance maladie-maternité.

Article 4

1. Le placement de travailleurs saisonniers en France sera organisé par les organes compétents des Parties Contractantes, selon les principes et modalités définis à l'annexe I du présent accord.

Ces principes s'appliqueront aussi bien aux travailleurs proposés par un employeur français qu'à ceux qui auront été désignés par la Partie polonaise.

2. Les organismes compétents pour la réalisation du présent accord sont :

du côté polonais : le Bureau de l'Emploi de la Voievodie de Varsovie ;
du côté français : l'Office des Migrations Internationales et son Bureau de représentation en Pologne dont le statut et les principes de fonctionnement sont définis en annexe I au présent accord.

Article 5

1. L'emploi en qualité de travailleur saisonnier est un emploi à durée déterminée, régi par la législation française.

2. Le travailleur saisonnier qui satisfait aux conditions prévues pour les travailleurs étrangers par la Partie française, reçoit un contrat de travail visé par les services français compétents qui l'autorise à travailler en France pendant la durée de son contrat.

3. Le travailleur saisonnier, titulaire d'un contrat visé par les services du ministère français chargé du travail, entre sur le territoire français sous couvert de son passeport national revêtu si nécessaire d'un visa d'entrée d'une durée égale à celle du contrat de travail.

Pour toute période d'emploi dont la durée prévue dépasse trois mois, le travailleur saisonnier se voit délivrer, dès son arrivée sur le lieu d'emploi et gratuitement, une autorisation de séjour couvrant la période considérée.

Article 6

1. Avant de signer son contrat, le travailleur saisonnier doit s'engager à ne pas prolonger son séjour dans le pays d'accueil au-delà de la période pour laquelle il a obtenu l'autorisation et à ne pas rechercher un autre emploi que celui qui a été prévu, sauf cas de force majeure reconnu par la législation du pays d'accueil.

2. La Partie française se réserve le droit de reconduire à sa frontière tout travailleur qui aurait prolongé son séjour au-delà du terme fixé par l'autorisation de séjour.

Article 7

Les Parties contractantes s'engagent à prendre toutes mesures utiles en vue de l'accélération et de la simplification des formalités administratives liées à l'embauche du travailleur, à son départ de Pologne ainsi qu'à son retour au terme du contrat de travail.

Article 8

Les travailleurs saisonniers peuvent transférer en Pologne tout ou partie de leurs gains et économies réalisés pendant leur séjour en France, dans le cadre de la législation en vigueur dans le pays d'accueil.

Article 9

1. Pour la mise en oeuvre du présent accord, les autorités gouvernementales compétentes sont :

pour la Partie polonaise : le Ministre du Travail et de la
Politique Sociale ;
pour la Partie française : le Ministre chargé de l'emploi des
travailleurs migrants.

2. Ces autorités conviennent de réunir une commission mixte en vue de discuter les problèmes relatifs à la mise en oeuvre du présent accord. Cette Commission peut prendre l'initiative de proposer une modification du présent accord.

Article 10

Les dispositions du présent accord seront appliquées à titre transitoire dès la date de sa signature.

Article 11

Chacune des Parties Contractantes notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures requises pour l'entrée en vigueur du présent accord. Celui-ci entrera en vigueur à la date de réception de la dernière notification.

Le présent accord est conclu pour une durée de trois ans, renouvelable ensuite par tacite reconduction pour une nouvelle année, à moins qu'il ne soit dénoncé par la voie diplomatique par l'une des Parties, au plus tard trois mois avant le début de l'année suivante.

Toutefois, en cas de dénonciation, les autorisations accordées en vertu du présent accord resteront valables jusqu'à l'expiration de la durée pour laquelle elles auront été accordées.

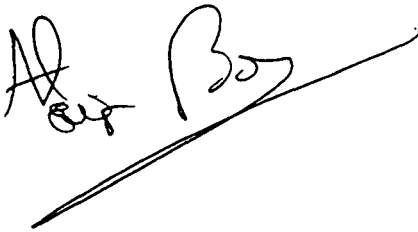
Fait à

Le

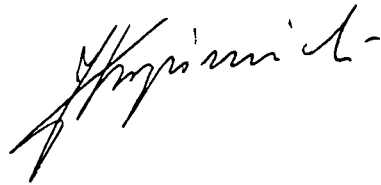
en double exemplaire, chacun en langue française et polonaise, les deux textes étant également authentiques et faisant également foi.

Pour le Gouvernement
de la République française :
L'Ambassadeur de France,

Pour le Gouvernement
de la République de Pologne :
Le Ministre du Travail
et de la Politique Sociale,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Alain Bry', written over a long horizontal line.

ALAIN BRY

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Jerzy Kropiwnicki', written over a long horizontal line.

JERZY KROPIWNICKI

ANNEXE I À L'ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE PORTANT SUR L'EMPLOI EN FRANCE DES TRAVAILLEURS SAISONNIERS POLONAIS

CHAPITRE I - Dispositions générales concernant le statut et le fonctionnement du Bureau de représentation de l'Office des Migrations Internationales.

1/ Conformément aux dispositions de l'article 4, paragraphe 2, de l'accord ci-dessus mentionné, la Partie française créera à Varsovie un Bureau de représentation de l'Office des Migrations Internationales dénommé ci-après "Bureau".

2/ Le Bureau sera chargé de mettre en oeuvre les missions qui lui seront confiées par l'Office des Migrations Internationales pour l'application de l'Accord conclu entre la République française et la République de Pologne portant sur l'emploi des travailleurs saisonniers polonais.

3/ Le Bureau sera créé selon les modalités définies par la loi polonaise.

Le chef du bureau développera son activité auprès de l'Office du Ministre du Travail et de la Politique Sociale de la République de Pologne.

Le Ministre du Travail et de la Politique Sociale autorisera le Bureau à exercer les activités liées à son fonctionnement auprès des organes et institutions polonaises.

Il fournira également sur demande des attestations de service aux employés détachés auprès du Bureau et aux membres de leurs familles.

4/ Tous les frais liés à la création du Bureau et son fonctionnement seront supportés par la Partie française.

La Partie polonaise apportera son aide à la Partie française pour la réalisation des formalités liées à l'installation et au fonctionnement du Bureau.

5/ Les employés du Bureau lorsqu'ils sont ressortissants français, se verront appliquer les dispositions de la Convention générale de sécurité sociale conclue le 9 juin 1948 entre la France et la Pologne avec les modifications ultérieures, ainsi que de la Convention du 20 juin 1975 en matière de non double imposition relative à l'impôt sur le revenu et les biens.

6/ La Partie polonaise garantit que l'équipement du Bureau importé de l'étranger et nécessaire à l'exercice de ses missions, sera exempt de droits de douane conformément aux principes de la réglementation douanière polonaise.

7/ Le mobilier et les effets personnels ou familiaux des personnes détachées au Bureau, importés dans la période des six mois suivant le jour de leur installation, seront exemptés des droits de douane si ces personnes séjournent en Pologne en raison de leur emploi pendant une période de 6 mois, sous réserve de ne pas les céder durant trois ans à partir du jour du contrôle douanier.

8/ L'emploi du personnel du Bureau, à l'exception du personnel détaché par l'Office des Migrations Internationales, sera régi par les prescriptions du droit polonais.

9/ Les attributions essentielles du Bureau comprennent notamment :

a) la liaison permanente avec les autorités de la République de Pologne dans les matières régies par les accords bilatéraux en matière d'emploi ;

b) la collaboration avec les organes de l'administration d'Etat polonaise compétents en matière d'emploi, en ce qui concerne plus particulièrement les critères de recrutement et la qualification des ressortissants polonais désireux d'exercer une activité salariée sur le territoire français ;

c) des actions d'information, notamment sous la forme de brochures appropriées ;

d) l'organisation à ses frais du recrutement, y compris la visite médicale définitive, des candidats à un emploi sur le territoire français ;

e) les examens médicaux, effectués avec l'agrément des services de santé polonais, conformément à la législation française en matière de contrôle médical des travailleurs ;

f) la collaboration avec les autorités polonaises en matière de retour des travailleurs saisonniers.

CHAPITRE II - Procédures relatives au recrutement des travailleurs.

1/ La partie française fera connaître régulièrement à la Partie polonaise les besoins et les possibilités d'emploi de ressortissants polonais dans le cadre du présent accord.

Les informations communiquées à la partie polonaise préciseront la qualification requise, l'âge, les conditions de séjour, de travail et de rémunération et la durée de l'emploi.

2/ Dès que seront portées à sa connaissance les informations mentionnées ci-dessus, la Partie polonaise s'engage à procéder à la recherche de candidats correspondant aux critères communiqués par la Partie française et à présenter des candidats pré-sélectionnés par les services polonais chargés de l'emploi.

3/ Dès réception des candidatures présentées par la Partie polonaise pour chaque offre d'emploi, la Partie française s'engage à procéder à ses frais à la sélection définitive des candidats pré-sélectionnés professionnellement et à mettre en oeuvre dans les meilleurs délais la procédure d'entrée en France des travailleurs placés.

4/ Les travailleurs proposés par un employeur français, qui ont subi avec succès l'examen médical, reçoivent au Bureau de représentation de l'Office des Migrations Internationales à Varsovie, les documents nécessaires à leur emploi en France.

5/ Les Parties Contractantes s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires afin d'informer les candidats sur les conditions de vie et de travail dans le pays d'emploi.

CHAPITRE III - Protocole.

Les Parties Contractantes conviennent qu'un protocole d'application du présent accord sera conclu en vue de déterminer les conditions de la coopération entre le Bureau et les Institutions compétentes de la Partie polonaise.

ANNEXE II

TOTALISATION DES PÉRIODES D'ASSURANCE POUR L'OUVERTURE DU DROIT
AUX PRESTATIONS DE L'ASSURANCE MALADIE-MATERNITÉ

1. Le travailleur polonais se rendant en France pour s'y livrer à des travaux saisonniers ou retournant dans son pays d'origine, qui, en vue d'obtenir les prestations de l'assurance maladie-maternité du second Etat, doit faire état des périodes d'assurance ou équivalentes accomplies dans le premier pays, est tenu de présenter à l'institution française ou polonaise à laquelle lesdites prestations sont demandées, une attestation comportant l'indication desdites périodes d'assurance ou équivalentes.

2. L'attestation visée au paragraphe 1 est délivrée, à la demande de l'intéressé, par l'institution du pays auprès de laquelle celui-ci était assuré en dernier lieu avant son départ pour l'autre pays.

3. Si le travailleur ne présente pas l'attestation visée au paragraphe 1 à l'appui de sa demande de prestations, l'institution française ou polonaise, selon le cas, demande à l'institution de l'autre pays de lui faire parvenir l'attestation en cause.

[POLISH TEXT — TEXTE POLONAIS]

UMOWA MIĘDZY RZĄDEM RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ I RZĄDEM REPUBLIKI FRANCUSKIEJ O ZATRUDNIENIU WE FRANCJI POLSKICH PRACOWNIKÓW SEZONOWYCH

Rząd Rzeczypospolitej Polskiej i Rząd Republiki Francuskiej kierując się wolą rozszerzenia współpracy, we wspólnym interesie pragną zorganizować zatrudnienie polskich pracowników sezonowych we Francji i postanowiły, co następuje:

Artykuł 1

Umowę stosuje się do obywateli polskich zamieszkałych w Polsce i przybywających legalnie do Francji w celu wykonywania pracy sezonowej.

Obywatele ci, zwani dalej „pracownikami sezonowymi”, są zatrudniani w pełnym wymiarze czasu pracy, zgodnie z ustawodawstwem obowiązującym w kraju przyjmującym i na warunkach określonych w niniejszej Umowie.

Artykuł 2

Pracownicy polscy korzystają na terytorium francuskim z takich samych praw, szczególnie w zakresie wynagrodzenia i warunków pracy i mają takie same obowiązki, jak pracownicy francuscy, pracujący w tych samych warunkach.

Artykuł 3

1. Do pracowników, o których mowa w artykule 1 niniejszej Umowy, mają zastosowanie postanowienia Konwencji Generalnej między Polską a Francją o zabezpieczeniu społecznym, podpisanej w Paryżu dnia 9 czerwca 1948 roku.

2. W przypadku, gdy dla powstania prawa do świadczeń należnych z tytułu ubezpieczenia chorobowego i macierzyńskiego, zainteresowani nie mogą udokumentować wymaganego przez ustawodawstwo francuskie odpowiednio długiego okresu ubezpieczenia w celu uzupełnienia okresów ubezpieczenia wypełnionych we Francji bierze się pod uwagę, na zasadach przewidzianych w załączniku II do niniejszej Umowy, okresy ubezpieczenia lub okresy równoważne osiągnięte uprzednio w Polsce. Regulacje te stosuje się także po powrocie polskiego pracownika sezonowego do swego kraju pochodzenia celem określenia jego uprawnień do ubezpieczenia chorobowego i macierzyńskiego w świetle ustawodawstwa polskiego.

3. Jeżeli, mimo zsumowania okresów ubezpieczenia lub równoważnych, osiągniętych w obu krajach, zainteresowani nie spełniają normalnych warunków, przewidzianych przez ustawodawstwo francuskie dla powstania takiego prawa, to podczas każdego pobytu we Francji będą oni traktowani jak pracownicy najemni podlegający obowiązkowemu systemowi ubezpieczenia chorobowego i macierzyńskiego.

Artykuł 4

1. Zatrudnienie pracowników sezonowych we Francji będzie organizowane przez kompetentne organy Umawiających się Stron, na zasadach i warunkach określonych w załączniku I do niniejszej Umowy.

Zasady te mają zastosowanie zarówno do pracowników wskazanych przez pracodawcę francuskiego jak i tych, którzy zostaną skierowani przez Stronę polską.

2. Organami kompetentnymi do realizacji niniejszej Umowy są:

- ze strony polskiej – Wojewódzkie Biuro Pracy w Warszawie,
- ze strony francuskiej – Urząd do spraw Migracji Międzynarodowych i jego Biuro Przedstawicielskie w Polsce, którego status i zasady funkcjonowania są określone w załączniku I do niniejszej Umowy.

Artykuł 5

1. Zatrudnienie w charakterze pracownika sezonowego jest zatrudnieniem na czas określony, regulowanym przez ustawodawstwo francuskie.

2. Pracownik sezonowy, który spełnia warunki przewidziane przez Stronę francuską dla pracowników zagranicznych, otrzyma poświadczoną przez kompetentne władze francuskie umowę o pracę, uprawniającą do wykonywania we Francji pracy w okresie jego kontraktu.

3. Pracownik sezonowy, posiadający umowę poświadczoną przez organ francuskiego ministerstwa, właściwego w sprawach pracy, wjeżdża na terytorium Francji na podstawie swojego paszportu krajowego zaopatrzonego, w razie potrzeby, we francuską wizę wjazdową wystawioną na okres równy ważności umowy o pracę.

Na każdy okres zatrudnienia, którego przewidziany czas przekracza trzy miesiące, pracownikowi sezonowemu będzie wydawane w momencie jego przybycia na miejsce zatrudnienia, bezpłatnie, zezwolenie na pobyt obejmujące wspomniany okres.

Artykuł 6

1. Przed podpisaniem umowy pracownik sezonowy zobowiązuje się, że nie przedłuży pobytu w kraju przyjmującym poza okres, na który uzyskał zezwolenie ani że nie będzie poszukiwał innego zatrudnienia niż to, które było przewidziane, z wyłączeniem przypadków siły wyższej, uznanych przez ustawodawstwo kraju przyjmującego.

2. Strona francuska zastrzega sobie prawo wydalenia poza swoje granice pracownika, który przedłuży swój pobyt poza termin określony w zezwoleniu na pobyt.

Artykuł 7

Umawiające się Strony zobowiązują się podjąć wszelkie środki niezbędne dla przyspieszenia i uproszczenia formalności administracyjnych związanych z werbowaniem pracownika, jego wyjazdem z Polski, jak i powrotem po wygaśnięciu umowy o pracę.

Artykuł 8

Pracownicy sezonowi mogą przekazywać do Polski, na zasadach ustalonych przez ustawodawstwo obowiązujące w kraju przyjmującym, całość albo część swych dochodów i oszczędności uzyskanych w czasie ich pobytu we Francji.

Artykuł 9

1. Dla realizacji niniejszej Umowy kompetentnymi władzami rządowymi są:
dla Strony polskiej: Minister Pracy i Polityki Socjalnej;
dla Strony francuskiej: Minister odpowiedzialny za zatrudnienie pracowników migrujących.

2. Władze te ustalają zwołanie komisji mieszanej w celu omówienia spraw związanych z realizacją niniejszej Umowy. Komisja taka może podjąć inicjatywę zaproponowania zmiany niniejszej Umowy.

Artykuł 10

Postanowienia niniejszej Umowy będą stosowane przejściowo od dnia jej podpisania.

Artykuł 11

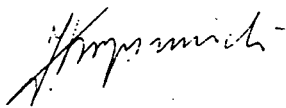
Każda z Umawiających się Stron notyfikuje drugiej dopełnienie procedur wymaganych dla wejścia w życie niniejszej Umowy. Umowa wejdzie w życie z dniem otrzymania ostatniej notyfikacji.

Niniejsza Umowa zawarta jest na okres trzech lat i będzie milcząco przedłużana na kolejne okresy roczne, o ile nie zostanie wcześniej wypowiedziana przez jedną ze Stron w drodze dyplomatycznej, najpóźniej na trzy miesiące przed początkiem kolejnego roku.

Jednakże w przypadku wypowiedzenia, zezwolenia wydane na mocy niniejszej Umowy pozostają ważne do wygaśnięcia okresu, na który zostały przyznane.

Sporządzono w _____ dnia _____
w dwóch egzemplarzach, każdy w języku polskim i francuskim, przy czym obydwa teksty posiadają jednakową moc.

Z upoważnienia Rządu
Rzeczypospolitej Polskiej:
Minister Pracy i Polityki Socjalnej,



JERZY KROPIWNICKI

Z upoważnienia Rządu
Republiki Francuskiej:
Ambasador Francji,



ALAIN BRY

ZAŁĄCZNIK I DO UMOWY MIĘDZY RZĄDEM RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ I RZĄDEM REPUBLIKI FRANCUSKIEJ O ZATRUDNIENIU WE FRANCJI POLSKICH PRACOWNIKÓW SEZONOWYCH

Rozdział I

Postanowienia ogólne dotyczące statusu i funkcjonowania Biura Przedstawicielskiego Urzędu do spraw Migracji Międzynarodowych

1) Stosownie do postanowień artykułu 4, ustęp 2 wyżej wspomnianej Umowy, Strona francuska powoła w Warszawie Biuro Przedstawicielskie Urzędu do spraw Migracji Międzynarodowych Republiki Francuskiej, zwane dalej „Biurem”.

2) Biuro powołuje się w celu wykonywania zadań, które zostaną mu powierzone przez Urząd do spraw Migracji Międzynarodowych dla stosowania Umowy zawartej między Rzeczpospolitą Polską i Republiką Francuską o zatrudnieniu polskich pracowników sezonowych.

3) Biuro powołane zostanie w trybie określonym przez prawo polskie.

Kierownik Biura będzie działał przy Urzędzie Ministra Pracy i Polityki Socjalnej Rzeczypospolitej Polskiej.

Minister Pracy i Polityki Socjalnej wydaje akt upoważniający Biuro do wykonywania czynności związanych z jego funkcjonowaniem oraz występowaniem przed polskimi organami i instytucjami.

Wydaje on też na prośbę zaświadczenia służbowe pracownikom oddelegowanym przez Urząd do spraw Migracji Międzynarodowych do pracy w Biurze oraz członkom ich rodzin.

4) Wszystkie koszty związane z powołaniem Biura oraz jego funkcjonowaniem ponosi Strona francuska.

Strona polska udzieli pomocy Stronie francuskiej przy powołaniu Biura i załatwianiu formalności związanych z jego funkcjonowaniem.

5) Do obywateli francuskich — pracowników Biura — zastosowanie mają postanowienia Konwencji Generalnej zawartej 9 czerwca 1948 roku pomiędzy Polską i Francją o zabezpieczeniu społecznym z późniejszymi zmianami oraz Konwencji z 20 czerwca 1975 roku w sprawie zapobieżenia podwójnemu opodatkowaniu w zakresie podatków od dochodu i majątku.

6) Strona polska zapewni, że wyposażenie Biura sprowadzone z zagranicy, niezbędne dla wypełnienia zadań służbowych, będzie wolne od opłat celnych, zgodnie z zasadami określonymi w polskich przepisach celnych.

7) Mienie ruchome i przedmioty osobiste cudzoziemców zatrudnionych w Biurze i ich rodzin będą wolne od cła, o ile osoby te będą przebywać w Polsce w związku z zatrudnieniem przez okres co najmniej sześciu miesięcy oraz że zwolnieniem będą objęte przedmioty nadsyłane w okresie 8 miesięcy licząc od dnia rozpoczęcia zatrudnienia, z zastrzeżeniem nieodstępowania w ciągu 3 lat od dnia dokonania odprawy celnej.

8) Zatrudnienie personelu Biura regulują przepisy prawa polskiego z wyłączeniem personelu delegowanego przez Urząd do spraw Migracji Międzynarodowych.

9) Do podstawowych zadań Biura należy w szczególności:

a) stała łączność z władzami Rzeczypospolitej Polskiej w sprawach określonych dwustronnymi umowami o zatrudnieniu,

b) współdziałanie z polskimi organami administracji państwowej o właściwości szczególnej do spraw pracy w sprawie kryteriów naboru i kwalifikacji obywateli polskich pragnących podjąć pracę zarobkową na terytorium francuskim,

- c) wykonywanie działań informacyjnych, zwłaszcza w formie wydawania odpowiednich broszur,
- d) organizowanie na koszt własny naboru, w tym także ostatecznych badań lekarskich kandydatów do pracy na terytorium francuskim,
- e) prowadzenie badań lekarskich w porozumieniu z polską służbą zdrowia, zgodnie z francuskim ustawodawstwem w zakresie kontroli lekarskiej pracujących,
- f) współpraca z władzami polskimi w zakresie powrotu pracowników sezonowych.

Rozdział II

Procedury dotyczące rekrutacji pracowników

1) Strona francuska będzie informowała regularnie Stronę polską o potrzebach i możliwościach zatrudnienia obywateli polskich w ramach niniejszej Umowy.

Informacje przekazywane Stronie polskiej ściśle określać będą wymagane kwalifikacje, wiek, warunek pobytu, warunki pracy i płacy oraz czas zatrudnienia.

2) Z chwilą otrzymania wymienionych powyżej informacji, Strona polska zobowiązuje się przystąpić do znalezienia kandydatów odpowiadających kryteriom przedstawionym przez Stronę francuską, którzy przejdą wstępną kwalifikację przeprowadzoną przez polskie organa do spraw pracy.

3) Po otrzymaniu kandydatur przekazanych przez Stronę polską na każdą ofertę zatrudnienia, Strona francuska zobowiązuje się dokonać na swój koszt ostatecznej kwalifikacji kandydatów wytypowanych zawodowo i uruchomić w niezwłocznym terminie procedurę przyjazdu do Francji wyznaczonych pracowników.

4) Pracownicy proponowani przez pracodawcę francuskiego i którzy przeszli zadowalające badanie lekarskie, otrzymują w Biurze Przedstawicielskim Urzędu do spraw Migracji Międzynarodowych w Warszawie niezbędne dokumenty w celu podjęcia pracy we Francji.

5) Umawiające się Strony zobowiązują się podjąć wszelkie niezbędne środki w celu informowania kandydatów o warunkach życia i pracy w kraju zatrudnienia.

Rozdział III

Protokół

Umawiające się Strony ustalają, że do niniejszej Umowy sporządzony zostanie protokół wykonawczy, który określi warunki współpracy między Biurem a kompetentnymi instytucjami Strony polskiej.

ZAŁĄCZNIK II

UZUPEŁNIENIE OKRESÓW UBEZPIECZENIA DLA POWSTANIA PRAWA DO ŚWIADCZEŃ
Z TYTUŁU UBEZPIECZENIA CHOROBEWEGO I MACIERZYŃSKIEGO

1. Pracownik polski udający się do Francji w celu podjęcia pracy sezonowej lub powracający do swojego kraju, dla korzystania ze świadczeń z tytułu ubezpieczenia chorobowego i macierzyńskiego drugiego kraju, powinien udokumentować okresy ubezpieczenia lub równoważne w pierwszym kraju i zobowiązany jest do przedstawienia instytucji świadczącej ubezpieczenie — polskiej lub francuskiej — zaświadczenia o wspomnianych okresach ubezpieczenia lub równoważnych.

2. Zaświadczenie, o którym mowa w paragrafie 1, wydaje się na prośbę zainteresowanego, przez instytucję kraju, w którym był on ostatnio ubezpieczony przed jego wyjazdem do drugiego kraju.

3. Jeśli pracownik nie przedstawi zaświadczenia, o którym mowa w paragrafie 1, wraz z wnioskiem o korzystanie ze świadczenia, instytucja — polska lub francuska — zależnie od przypadku, prosi instytucję drugiego kraju o przesłanie jej takiego zaświadczenia.

[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH
REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF
POLAND ON THE EMPLOYMENT IN FRANCE OF POLISH
SEASONAL WORKERS

The Government of the French Republic and the Government of the Republic of Poland, wishing to develop their cooperation in the common interest, wish to organize the employment of Polish seasonal workers in France and have agreed on the following provisions:

Article 1

The Agreement shall apply to Polish nationals residing in Poland and coming to France legally to engage in seasonal work.

Such nationals, hereinafter referred to as “seasonal workers”, shall be employed full time in accordance with the legislation in force in the host country and under the conditions defined by this Agreement.

Article 2

Polish workers shall enjoy in French territory the same rights, in particular with respect to remuneration and conditions of employment, and shall be subject to the same obligations as French workers employed under the same conditions.

Article 3

1. With respect to the workers referred to in article 1 of this Agreement, the provisions of the General Convention on social security between Poland and France signed at Paris on 9 June 1948² shall be applied.

2. Should such workers not have been covered by insurance for the length of time required by French law to entitle them to sickness or maternity benefits, periods of insurance completed in France shall be supplemented by periods of insurance or their equivalent previously completed in Poland in accordance with the procedures set forth in annex II of this Agreement. These provisions shall also apply on the return of Polish seasonal workers to their country of origin with a view to determining their entitlement to sickness or maternity benefits under Polish law.

3. If, in spite of the aggregation of periods of insurance or their equivalent completed in the two countries, the workers do not fulfil the normal requirements for eligibility under French law, they shall be entitled during each stay in France to treatment on the same basis as workers enrolled in a compulsory sickness and maternity insurance scheme.

¹ Came into force provisionally on 20 May 1992 by signature, and definitively on 15 July 1994 by notification, in accordance with articles 10 and 11.

² United Nations, *Treaty Series*, vol. 32, p. 251.

Article 4

1. The placement of seasonal workers in France shall be organized by the competent bodies of the Contracting Parties in accordance with the principles and procedures defined in annex I of this Agreement.

These principles shall apply equally to workers proposed by a French employer and to those designated by the Polish side.

2. The competent bodies for the implementation of this Agreement shall be:

On the Polish side: The Employment Office of the Voivodship of Warsaw;

On the French side: The International Migration Office (Office des Migrations Internationales) and its Liaison Office in Poland, the status and operating principles of which are defined in annex I of this Agreement.

Article 5

1. Employment as a seasonal worker shall be a fixed-term employment governed by French law.

2. A seasonal worker meeting the conditions required by the French side for foreign workers shall be given a contract of employment endorsed by the competent French services authorizing him to work in France for the duration of his contract.

3. A seasonal worker who holds a contract endorsed by the services of the French ministry responsible for labour shall enter French territory under his national passport containing, if necessary, an entry visa for a period equal to that of the contract of employment.

For any period of employment expected to last for more than three months, a residence permit covering the said period shall be issued to a seasonal worker without charge on arrival at his place of employment.

Article 6

1. Before signing his contract, a seasonal worker must give an undertaking not to extend his stay in the host country beyond the period for which he obtained authorization and not to seek employment other than that which was envisaged, except in case of *force majeure* recognized by the law of the host country.

2. The French side reserves the right to escort to its border any worker who has extended his stay beyond the term fixed by the residence permit.

Article 7

The Contracting Parties undertake to adopt all necessary measures to expedite and simplify the administrative formalities related to the hiring of a worker upon his departure from Poland and his return at the end of the contract of employment.

Article 8

Seasonal workers may transfer to Poland all or part of their earnings and savings from their stay in France as permitted by the law in force in the host country.

Article 9

1. For the implementation of this Agreement, the competent governmental authorities shall be:

For the Polish side: The Ministry of Labour and Social Policy;

For the French side: The Minister responsible for the employment of migrant workers.

2. These authorities agree to convene a joint commission to discuss problems relating to the implementation of this Agreement. This Commission may take the initiative of proposing amendments to this Agreement.

Article 10

The provisions of this Agreement shall be applied on a transitional basis from its date of signature.

Article 11

Each of the Contracting Parties shall notify the other of the completion of the procedures required for the entry into force of this Agreement. The Agreement shall enter into force on the date of receipt of the last notification.

This Agreement is concluded for a period of three years, renewable tacitly thereafter for a further year unless it has been denounced by one of the parties through the diplomatic channel no later than three months before the beginning of the following year.

However, in the event of denunciation, the authorizations granted under this Agreement shall remain valid until the expiry of the period for which they were granted.

DONE at Warsaw on 20 May 1992, in duplicate in the French and Polish languages, both texts being equally authentic.

For the Government
of the French Republic:

ALAIN BRY
Ambassador of France

For the Government
of the Republic of Poland:

JERZY KROPIWNICKI
Minister of Labour
and Social Policy

ANNEX I TO THE AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH
REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF POLAND ON
THE EMPLOYMENT IN FRANCE OF POLISH SEASONAL WORKERS

CHAPTER I

GENERAL PROVISIONS CONCERNING THE STATUS AND OPERATION
OF THE LIAISON OFFICE OF THE INTERNATIONAL MIGRATION OFFICE

1. In accordance with the provisions of article 4, paragraph 2, of the above-mentioned Agreement, the French side shall establish in Warsaw a Liaison Office of the International Migration Office, hereinafter referred to as "the Office".

2. The Office shall be responsible for performing the tasks entrusted to it by the International Migration Office for the implementation of the Agreement concluded between the French Republic and the Republic of Poland on the employment of Polish seasonal workers.

3. The Office shall be established in accordance with the procedures defined by Polish law.

The head of the Office shall carry out his activity with the Office of the Minister of Labour and Social Policy of the Republic of Poland.

The Minister of Labour and Social Policy shall authorize the Office to carry out the activities related to its operation with respect to Polish bodies and institutions.

It shall also provide certificates of service, on request, to employees seconded to the Office and members of their families.

4. All expenses related to the establishment of the Office and its operation shall be borne by the French side.

The Polish side shall provide assistance to the French side in completing the formalities related to the installation and operation of the Office.

5. Where the employees of the Office are French nationals, the provisions of the General Convention on social security concluded on 9 June 1948 between France and Poland, as subsequently amended, and the Convention of 20 June 1975 for the avoidance of double taxation with respect to taxes on income and on capital shall be applied to them.

6. The Polish side shall ensure that the equipment of the Office imported from abroad and necessary for the performance of its tasks is exempt from customs duties in accordance with the principles of the Polish customs regulations.

7. The furniture and personal or family effects of persons seconded to the Office, imported within a period of six months following the date of their installation, shall be exempt from customs duties if such persons are residing in Poland by reason of their employment for a period of six months, provided that they are not disposed of for three years following the date of the customs inspection.

8. The employment of the staff of the Office, other than staff seconded by the International Migration Office, shall be governed by the provisions of Polish law.

9. The essential functions of the Office shall include, in particular:

(a) Permanent liaison with the authorities of the Republic of Poland on matters governed by the bilateral agreements concerning employment;

(b) Collaboration with the competent bodies of the Polish administration dealing with employment with respect in particular to the criteria for recruitment and qualification of Polish nationals wishing to engage in paid activity in French territory;

(c) Information activities, particularly in the form of appropriate brochures;

- (d) Organization, at its own expense, of the recruitment, including the definitive medical examination, of candidates for employment in French territory;
- (e) Medical examinations conducted with the approval of the Polish health services in accordance with French legislation concerning medical screening of workers;
- (f) Collaboration with the Polish authorities with respect to the return of seasonal workers.

CHAPTER II

PROCEDURES RELATING TO THE RECRUITMENT OF WORKERS

1. The French side shall regularly inform the Polish side of vacancies and opportunities for the employment of Polish nationals under this Agreement.

The information transmitted to the Polish side shall specify the required qualifications, age, conditions of stay, employment and remuneration and the duration of the employment.

2. The Polish side shall undertake, on receipt of the above-mentioned information, to seek candidates meeting the criteria notified by the French side and to submit candidates pre-selected by the Polish services responsible for employment.

3. The French side shall undertake, on receipt of the candidature submitted by the Polish side for each job vacancy, to make, at its own expense, the definitive selection of the professionally pre-selected candidates and to put into effect with all due speed the procedure for entry into France of the workers who have been placed.

4. Workers proposed by a French employer who have passed the medical examination shall receive at the Liaison Office of the International Migration Office in Warsaw the necessary documents for their employment in France.

5. The Contracting Parties undertake to adopt all necessary measures to inform the candidates about living and working conditions in the country of employment.

CHAPTER III

PROTOCOL

The Contracting Parties agree that a protocol for the implementation of this Agreement shall be concluded with a view to determining the conditions for cooperation between the Office and the competent institutions of the Polish side.

ANNEX II

AGGREGATION OF PERIODS OF INSURANCE FOR ENTITLEMENT
TO SICKNESS OR MATERNITY INSURANCE BENEFITS

1. A Polish worker travelling to France to engage in seasonal work there or returning to his country of origin who, in order to obtain sickness or maternity insurance benefits in the second State must establish periods of insurance, or equivalent periods completed in the first country, shall submit a certificate indicating the said periods of insurance, or equivalent periods, to the French or Polish institution to which the application for such benefits is made.
 2. The certificate mentioned in paragraph 1 shall be issued, at the request of the person concerned, by the institution of the country in which he was insured immediately prior to departure for the other country.
 3. If the worker does not submit the certificate mentioned in paragraph 1 in support of his application for benefits, the French or Polish institution, as appropriate, shall request the institution of the other country to forward to it the required certificate.
-

